

# LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Abonnement Trimestre : France : 10 fr. — Etranger : 15 fr.

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

1<sup>re</sup> ANNÉE | N° 9

15 SEPTEMBRE 1924

PRIX : 2 FR.

## Du gâchis présent une Espagne nouvelle va naître

Ce sont les Riffains qui se sont chargés de célébrer l'anniversaire de l'accession du Directoire au pouvoir. Ce sont les Riffains qui vont obliger Primo à s'en aller. Il aura coûté cher à l'Espagne. Il aura donné raison aux adversaires de la politique de pénétration au Maroc. Il aura justifié au-delà de ce qu'on pouvait espérer les revendications catalanes. Il aura abaissé au niveau le plus bas le prestige militaire de l'Espagne militariste et réduit cette nation à n'occuper que la situation qui lui revient — la dernière — en Europe. Soyons objectifs. Cette conséquence du gouvernement de Primo pendant un an ne saurait réjouir personne. Elle complique gravement la position de la France au Maroc. Elle remet en question les accords d'Algésiras. Elle risque de brouiller les cartes anglo-françaises. Elle trouble un peu plus la paix de l'Europe. Elle ruine quelques braves gens. Elle marque, en définitive, l'apogée du régime dictatorial et annonce le déclin du pouvoir dynastique.

Dans ce gâchis, la Catalogne, occupée en ce moment de faire triompher ses revendications à Genève par l'intermédiaire de ses mandataires, trouvera assurément l'occasion de jouer le rôle auquel elle est destinée.

Mais que déduire des nouvelles tragiques qui parviennent à Paris de la situation au Maroc ? Primo de Rivera s'est rendu à nouveau sur la côte africaine. Son arrivée a coïncidé avec la mutinerie de quelques corps de troupe. Il a reconnu sur place que la situation était désespérée. Aura-t-il le temps d'achever une retraite méthodique, ou le corps d'occupation devra-t-il se laisser précipiter dans la mer ?

Gardons-nous de prévoir. Constatons que les fêtes prévues pour l'anniversaire fameux, les manifestations si minutieusement préparées en l'honneur de Primo, le sort, favorable aux Riffains et à Raisouli, s'est chargé de les décommander ou du moins d'en contrarier l'exécution. Le fascio personnel du dictateur aura-t-il le temps de s'organiser avant le départ de son instigateur ?

« L'armée espagnole va-t-elle être jetée à la mer par les troupes riffaines ? » — « Harcelés par les Riffains, les Espagnols se retirent. » — « Battues et démoralisées, les troupes espagnoles commencent à se mutiner. » — « Garcia, Leria et Faguscet évacués. » — « Chechaouen est menacé. » — « Tétouan est investi... » Voilà les nouvelles successivement enregistrées ces jours derniers par la presse française. A l'heure où paraîtra cet article, rien ne dit que le désastre ne sera pas achevé. Il n'est pas certain que Primo réussisse à composer avec Abd-el-Krim. Celui-ci a une trop belle occasion d'en finir glorieusement avec une guerre qui dure depuis treize ans et que Primo se flatte de conclure à l'avantage de l'Espagne en quelques mois.

Pendant ce temps, en dépit de l'état de siège qui se prolonge depuis un an, les vieux partis s'agitent; le roi s'affole; des émeutes se préparent; l'issue de l'avenir est facile à prévoir. Quand le désastre sera noyé dans le sang, l'Espagne se cherchera. Elle ne ressemblera guère à ce qu'elle était en 1923 et ne se reconnaîtra point sans peine. Les événements qui se préparent peuvent être décisifs pour l'avenir de la nation catalane.

F. JEAN-DESTIEUX.

## Une brochure sur la Catalogne

Dans la collection des « Documents Européens », M. Ad. Nancy vient de faire paraître une très intéressante brochure intitulée : « La Catalogne et sa lutte pour la liberté nationale ».

M. Nancy a réparti la matière de son ouvrage en sept chapitres qui se lisent avec grand intérêt, et dont les trois premiers sont consacrés à l'étude de la Catalogne aux points de vue géographique, économique et politique. L'auteur trace ensuite une esquisse historique et intellectuelle. L'auteur trace ensuite une esquisse historique et intellectuelle, de la conscience nationale des Catalans. Les chapitres suivants sont d'un intérêt séduisant : ils ont trait à la politique espagnole contemporaine, si ignorée en France sous son véritable jour; au développement du militarisme espagnol, dont le coup de Primo de Rivera a été, jusqu'à l'heure actuelle, le couronnement; à la politique, systématiquement hostile et haineuse de Madrid et en général des Espagnols, à l'égard de la Catalogne; au mouvement national catalan et aux partis politiques en Catalogne. M. Nancy se montre un critique et un historien discret et avisé. Il a su condenser en quelques pages l'essence du problème et il ne cache pas ses sympathies pour la cause des Catalans lorsqu'il écrit, à la fin de sa brochure, que la Catalogne est une des nationalités qui réclament encore le droit de disposer d'elles-mêmes et de se grouper conformément à leur race, à leur histoire, et à leurs aspirations ethniques, géographiques, morales et intellectuelles en une nation libre, dans le concert des peuples indépendants.

Faute de place, nous regrettons de ne pas pouvoir reproduire, comme nous le désirerions, quelques passages de cette importante brochure que nous recommandons à nos lecteurs.

## On ne peut répondre à Primo de Rivera

On sait que le président du Directoire militaire espagnol prétend, dans un message adressé au Portugal et aux Républiques ibéro-américaines, protester de son innocence et défendre son action comme chef du gouvernement. Quant à nous, Portugal ou Républiques ibéro-américaines, nous ne pouvons nous laisser leurrer par des protestations platoniques que les faits, plus persuasifs que les discours, ont démenti d'avance avec éclat. Quand un plaideur se fait juge et partie, il n'y a plus à parler de justice. Tel est le cas de Primo de Rivera pour qui justice et vérité ne sont que prétextes à discours et palabres.

Le Portugal, ainsi que les jeunes peuples d'au-delà de l'Atlantique, est une République libre, gouvernée démocratiquement, où la volonté du peuple est respectée, un pays cultivé et les hommes qui le gouvernent expriment directement la volonté nationale. Et pour cette raison même, lorsque nous avons su que le chef du Directoire n'avait acquis le pouvoir que par un coup d'audace, et qu'il n'y demeurait que grâce à la suspension de toutes les lois politiques qui, jusqu'à un certain point, étaient la garantie de la volonté populaire, nous n'avons pu nous empêcher de sourire et de refuser le point de vue gouvernemental du marquis d'Estella. Les Républiques sud-américaines ont souri aussi à l'annonce du coup d'Etat espagnol, parce que tous ces peuples, comme le Portugal, savent ce que représente cette voix qui, en plein *xx<sup>e</sup>* siècle, ose parler de confiance nationale après s'être imposée au pouvoir par la force ou la menace des baïonnettes. Cette voix, protégée et soutenue par le pouvoir personnel d'un roi qui aspire à l'absolutisme, ne peut être entendue sans ironie et sans blâme par les peuples qui ont su abolir les rois, représentants nés de la tyrannie.

Une fois de plus on a parlé de fraternité péninsulaire et hispano-américaine. Ces protestations d'une abstraite identité de race ou d'une naturelle disposition à une entente utilitaire, nous ne pouvons pas les écouter au Portugal; si nous jetons un regard sur ce qui se passe actuellement en Catalogne, nous comprenons que c'est ce qui se passerait chez nous si nous n'avions réussi, en 1640, à nous soustraire au joug espagnol; moins encore ne peuvent écouter ces protestations les jeunes peuples américains, car ils savent jusqu'à quel point fut odieuse la domination des Espagnols sur le Nouveau Monde. De même qu'on représenta plusieurs fois l'île de Cuba comme pacifiée, on représente aujourd'hui la Catalogne comme soumise, sans penser que le problème catalan a des racines plus profondes que le problème cubain, car en fin de compte, Cuba n'était pas une nationalité définie, ni dotée de fondements historiques, tandis que la Catalogne est une nation distincte et particulière, de par sa race, de par sa langue, de par son esprit et de par son histoire. Les républiques américaines qui depuis un siècle jouissent d'une vie indépendante, se rappelleront certainement les jours amers de la domination espagnole et l'héritage que cette domination leur y légua : les luttes civiles contre le militarisme; comment accueilleront-elles les paroles d'un militaire poseur, déguisé en tyranneau picaresque, selon la phrase heureuse d'Annunzio ?

Ces considérations posées, il est facile de se rendre compte que si le président du Directoire espagnol croit devoir se justifier, c'est, évidemment, parce qu'il existe, aussi bien au Portugal qu'en Sud-Amérique, une atmosphère hostile à sa politique et à ses procédés. Et si cela est, ce n'est point en vertu d'un miracle, mais bien pour des raisons positives. Depuis que le général Primo de Rivera est au pouvoir, il n'a cessé de se prodiguer en discours et déclarations; mais les témoignages qui nous arrivent d'Espagne nous démontrent qu'il s'y passe précisément tout le contraire de ce que prétend le général. Ainsi, lorsque Primo de Rivera affirme, *urbi et orbi*, que le séparatisme catalan n'existe pas, ses agents et ses sbires, malgré cette affirmation-là, s'appliquent à une répression continue de ce mouvement qu'il ne faudrait pas réprimer s'il n'existait pas.

Lorsqu'il affirme que l'opinion publique est à ses côtés, il ne comprend sous la dénomination d'opinion publique, que ses partisans et les autorités nommées par lui dans les communes et corporations régionales auparavant élues par le peuple. Lorsqu'il affirme que tous les citoyens, en Espagne, peuvent exprimer librement leurs opinions, les journaux paraissent censurés du

haut en bas ou sont suspendus temporairement. Lorsqu'il annonce que de nouvelles écoles seront bâties, il fait destituer, à Barcelone, plus de cent cinquante professeurs et, de ce fait, sont supprimées les seules écoles techniques ayant quelque prestige en Espagne. Lorsqu'il répète que jamais aucune opinion publique, sociale, économique ou internationale n'a trouvé sous le Directoire aucune difficulté d'expression, on n'a qu'à rappeler les déportations d'Unamuno et de Soriano; l'exil d'illustres personnalités catalanes, civiles et ecclésiastiques, l'emprisonnement de centaines d'anciens conseillers municipaux et des membres des Comités des syndicats ouvriers, les procès intentés contre des journalistes et les amendes aux membres du Barreau de Barcelone, pour se convaincre du contraire. Enfin, lorsqu'il tâche de se défendre contre l'accusation de tyrannie lancée contre le Directoire, la Catalogne est là, qui croit revivre les jours du comte-duc d'Olivera et de Philippe V, ses deux grands bourreaux.

Un pays sans constitution et, par conséquent, sans loi, sans Parlement, sans représentation légitime, régi par une caste militaire, qui l'a mené au discrédit par la désastreuse campagne du Maroc (qui dure depuis 1893) et qui, au surplus, est soumis à la capricieuse volonté d'un souverain opposant ses intérêts personnels aux intérêts de l'Etat, concédant des concessions ruineuses pour le pays (comme celle du fameux Pedraza, dont parle toute l'Europe comme d'un nouveau Panama), un tel pays n'est certainement pas un pays libre, et ceux qui le tyrannisent et qui le soumettent ne peuvent prétendre à ce que des pays gouvernés démocratiquement consentent à causer avec lui. Comment pourrait-on parler, si les hommes qui régissent ces pays-ci et ceux qui s'emparèrent de l'Etat espagnol représentent deux idéologies absolument différentes, opposées? Le Portugal et les républiques ibéro-américaines, sont des pays modernes, qui envisagent vaillamment et sûrement l'avenir; l'Espagne, au contraire, est retournée en quelques mois aux temps odieux de Ferdinand VII. Ce ne sont plus deux politiques, ni deux idéologies qui se heurtent, ce sont deux mobiles divergents qui s'éloignent chaque jour davantage.

Comme nous le disions au début, le Dictateur espagnol ne cesse de proclamer que l'opinion du pays est à ses côtés, et par des propos dignes d'une meilleure cause, il tâche de convaincre tout le monde qu'une ère de renouvellement est inaugurée en Espagne, grâce au Directoire. Selon les discours, allocutions et messages, tels que celui qu'il a adressé au Portugal et aux pays sud-américains, en Espagne tout va pour le mieux. Mais les Espagnols qui passent les frontières affirment tout le contraire. On y vit dans une atmosphère d'angoisse, car l'avenir politique, social et économique est douteux. Sous les apparences d'une régularité maintenue par la crainte des emprisonnements, des déportations et des amendes sévit un malaise épouvantable. La crise du travail, tôt ou tard, provoquera de lamentables résultats. Les éléments ouvriers, harcelés, poursuivis, sont à bout de patience. Et la Catalogne est conduite à la nécessité terrible de renoncer au préalable à toute solution à l'amiable du problème national, ce qui prouve que l'on prépare une guerre d'émancipation; si ce n'est encore qu'un désir à l'heure actuelle, il se réalisera quelque jour. Enfin, au lieu de marcher dans le chemin du droit, ce qui permettrait de réparer des erreurs, on mène l'Espagne à sa décomposition, comme nous l'avions prévu dans le *Diário de Lisboa*, l'année passée.

C'est pour cela que nous assistons avec amertume, au Portugal et dans les républiques sud-américaines, au spectacle d'une Espagne tyrannisée. Toutefois, nous espérons qu'un jour prochain, le peuple espagnol saura tout de même reprendre le dessus et reconquérir ses droits et ses libertés, car nous ne voulons pas croire qu'il ait perdu toutes ses énergies et que sa sensibilité soit telle, qu'il soit retombé en enfance; au moins, n'en est-il pas ainsi en Catalogne, ni dans la région basque, car les Basques et les Catalans ont suffisamment prouvé leur énergie et leur vitalité. Et si le peuple espagnol n'est pas épuisé, s'il a encore, une sensibilité et un poulx, s'il a conscience de sa dignité et de son devoir, son calvaire ne peut plus être bien long. Le Portugal et les pays ibéro-américains espèrent pouvoir causer avec lui dans le concert des peuples libres, le jour où l'Espagne viendra se joindre à toutes ces républiques comme une ou plusieurs républiques de plus.

Pour le moment — que le Directoire le sache bien — toute conversation est impossible.

(De O Mundo, de Lisbonne.)

Humberto PELAGIO.

## L'œuvre du Directoire vue d'Amérique

Il y a un proverbe espagnol qui dit : « Dis-moi de quoi tu te vantes, je te dirai ce qui te manque. » Il peut s'adapter parfaitement au général Primo de Rivera, qui ne cesse de se présenter comme le sauveur de l'Espagne, et proclame que grâce au Directoire on y vit le mieux du monde.

Tout le monde se rappelle encore les paroles récentes du dictateur, qu'il adressa soit aux Espagnols résidant en Amérique et au Portugal, soit aux Américains et Portugais. De quelque manière que ce fût, il avait bien raison de tenter de se justifier devant ces pays de liberté, où les choses d'Espagne peuvent être jugées sans passer par une censure préventive.

Car la censure militaire, exercée sur la presse espagnole n'est qu'arbitraire, pour ne pas dire tyrannique, elle empêche que le malaise et l'angoisse généraux montent à la surface de la conscience publique.

Le dictateur se vante d'avoir l'approbation et la confiance du pays bien qu'il ne soit pas très sûr de les posséder... ne fût-ce que de la part de l'armée, qui l'aïda à exécuter le coup d'Etat du 13 septembre.

Le chef de ce gouvernement factieux assure que dès que le peuple espagnol pourra parler dans les assemblées nationales il lui donnera ses suffrages. Cependant ce dictateur devrait songer aux différents faits politiques, qui viennent de se dérouler dans plusieurs pays d'Europe, et ne pas se bercer de telles illusions.

D'autre part, aucune des affirmations, contenues dans le message dont nous parlons, ne tient debout. Le problème marocain se pose aussi gravement qu'auparavant; Abd-el-Krim se sent chaque jour plus fort... L'écroulement définitif du pouvoir militaire espagnol viendra de là. Voilà donc de quelle manière Primo de Rivera confirme les théories d'abandon qu'il exposait au Sénat espagnol avant d'avoir atteint le pouvoir.

La restauration de l'ordre n'est qu'apparente. Il n'est pas difficile de subjugué un pays, de lui donner un aspect de tranquillité en employant les moyens anticonstitutionnels du Directoire. C'est une couche d'huile qu'on jette sur la fureur des vagues, mais la tempête continue dans les profondeurs. Cette apparence d'ordre n'a pu être obtenue qu'en dispersant les municipalités et les députations, en infligeant des amendes, en exilant et emprisonnant sous différents prétextes des centaines de personnes de toutes conditions sociales. Le terrorisme social s'est changé en brigandage organisé, de telle sorte que les crimes et les vols, commencés avant le Directoire militaire continuent de même. Ainsi s'est effectué en pleine rue l'assassinat du bourreau de Barcelone. Le président du Directoire n'est pas très certain de sa sécurité, puisque pour la garantir il a fait emprisonner des centaines de Catalans, de républicains et d'ouvriers. L'affirmation de la réorganisation de l'instruction coïncide avec un fait monstrueux qui a indigné tout le monde universitaire d'Europe, la révocation de plus de cent cinquante professeurs de Barcelone, ce qui a provoqué la fermeture de plusieurs écoles techniques et supérieures, uniques centres d'instruction en Espagne, comparables aux institutions européennes et américaines. La purification de l'administration municipale s'est effectuée en Catalogne par l'emprisonnement des conseillers municipaux élus, uniquement coupables d'être issus d'une politique que le Directoire tâche de combattre par tous les moyens. Dans le reste de l'Espagne il l'a obtenue en substituant au « caciquisme » des grands propriétaires, dont les intérêts étaient enracinés dans la même région, un « caciquisme » encore plus odieux, celui de la caste militaire. Dans une ville comme Barcelone, dont le maire est un lieutenant-colonel, où le manque de demeures modestes s'accroît de plus en plus (à cause de l'affluence d'émigrants venus du reste de l'Espagne, fuyant la misère, réfugiés et à la recherche de travail), on a accordé à la municipalité la construction de maisons à bon marché pour concéder un crédit de plusieurs millions de pesetas destiné à terminer en grande hâte un palais qu'un groupe de personnes rapprochées du trône, prétend offrir aux souverains espagnols.

Le Dictateur s'étonne que son régime soit qualifié de tyrannique. Mais il n'est que juste de parler de tyrannie dans un pays où on a suspendu les garanties constitutionnelles, où l'on vit en état de guerre et sous la loi martiale, où l'on ne jouit d'aucune des libertés qu'offre la Constitution. Quand cette Constitution n'existe plus de fait, quand on a supprimé toutes les fonctions d'éligibilité populaire pour les attribuer à des militaires, pour contrôler la manière d'agir et de penser des municipalités, quand on ne peut ni parler, ni écrire, quand on poursuit des orateurs et des journalistes pour des opinions vieilles de trois ou quatre ans, quand la censure militaire s'exerce d'une façon aussi rigoureuse que stupide,